

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 291. — 18 JUIN 1966



(Photo A.D.P.)

PROGRAMME
COMMUN :
NE
PAS PERDRE
DE TEMPS

(lire en page 3)

LE COURRIER DES LECTEURS

A propos du C.N.J.M.

Le Dr B.-C. Savy, président de l'Union nationale pour l'avenir de la Médecine, administrateur de la Caisse primaire centrale de Sécurité sociale de la région parisienne, nous écrit :

Dans l'article « Que veulent les jeunes médecins ? », publié le 2 avril 1966, il a été donné des renseignements inexacts concernant notre association :

Le médecin interviewé sur le C.N.J.M. signale qu'il existe « une organisation de droite, puissante, barbare, et qui a des moyens » : l'U.S.M.F.-U.N.A.M. (1).

Nous tenons à apporter aux lecteurs de la « Tribune Socialiste » les précisions suivantes :

— l'U.S.M.F. et l'U.N.A.M. sont deux organisations parfaitement indépendantes dans leur constitution et dans leurs rapports ;

— l'U.S.M.F. est un syndicat qui groupe le tiers des médecins de France ;

— l'U.N.A.M. est une association (loi 1901) qui regroupe plusieurs milliers de praticiens de toutes professions de santé et plus les usagers de la médecine qui sont déjà plus de 300.000 adhérents.

Par ailleurs, l'U.N.A.M. n'a jamais été l'organisme de relations publiques de l'U.S.M.F.

Cette confusion de l'auteur, sans doute mal informé, ferait laisser penser que les assurés sociaux peuvent adhérer à un Syndicat des médecins, ce qui se comprendrait mal.

Au contraire, il leur paraît tout à fait utile de pouvoir être représentés et défendus dans une association totalement apolitique (et non de droite, comme il est affirmé dans l'article), qui lutte pour le respect et l'égalité de leurs droits, pour une réforme de Sécurité sociale et pour obtenir un régime de convention garantissant les conditions d'exercice d'une médecine humaine et sociale.

Dès 1962, alors qu'elle se présentait pour la première fois au suffrage des assurés sociaux, aux élections sociales, elle obtenait à Paris une représentativité comparable à celle d'un syndicat comme Force Ouvrière (F.O.), et dans différents départements, comme celle de la C.F.T.C.

Les milliers d'assurés sociaux qui ont adhéré à l'U.N.A.M., soit individuellement, soit en tant que syndicats ouvriers, estiment que les cotisations qu'ils versent à la Sécurité sociale qui sont entre la part, dite « ouvrière », et la part dite « patronale » qui n'est autre qu'un salaire différé, dont l'employeur est garant de l'ordre de 33 % de leurs salaires (soit près de 500.000 anciens francs pour ceux dont les salaires atteignent le plafond), leur donnent des droits qu'ils entendent faire respecter. En particulier, ils n'entendent pas être les otages d'une politique médico-sociale qui fait que lorsqu'il y a un désaccord entre le corps médical et le gouvernement, ils se voient spoliés des trois quarts de leurs remboursements, brusquement ramenés au tarif de 1952 : « A coti-

sations égales, les assurés sociaux veulent des remboursements égaux. »

Ils s'étonnent, par ailleurs, que la liberté de choix du praticien est, de ce fait, fortement compromise lorsque la Sécurité sociale, faisant appel à des adhésions individuelles, crée deux catégories de médecins ou de dentistes différemment remboursés.

Ce fait s'ajoute à la suppression de la liberté de choisir son médecin, dont souffrent déjà 1.500.000 Français travaillant dans les mines, à la S.N.C.F. ou à la R.A.T.P.

Faut-il rappeler, par ailleurs, que les principes syndicaux élémentaires des conventions collectives défendues et acquises, à juste titre, par les centrales ouvrières sont largement compromis par le Pouvoir, car le système des adhésions individuelles pourrait tout aussi bien désormais être proposé au syndicalisme ouvrier lorsqu'il défend leurs conditions de travail dans une entreprise.

Tels sont quelques-uns des points de vue des centaines de milliers d'adhérents d'assurés sociaux à l'U.N.A.M. et l'on voit facilement qu'ils ne militent pas dans un syndicat de médecins, comme il était prétendu à tort dans l'article où nous étions cités, mais qu'ils veulent tout simplement avoir les garanties d'être bien soignés et d'être en toute circonstance considérés comme des assurés sociaux à part entière.

Docteur B.-C. Savy.

N.D.L.R. — Nous donnons volontiers acte au Dr Savy, sur la séparation formelle et juridique de l'U.S.M.F. et l'U.N.A.M.

Ceci dit, il reste pour le moins des liaisons de faits entre les deux organismes, puisque l'U.N.A.M. défend les positions de l'U.S.M.F. sur la Sécurité sociale et les Conventions.

Quant au caractère « apolitique » de l'U.N.A.M., il suffit de s'entendre : une association qui lutte pour le retour aux pratiques de la médecine libérale de Grand-Papa (au nom du libre choix, suppression de la médecine sociale des Mines, de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P., au nom des remboursements uniformes, la suppression des conventions, etc.), donc qui agit en « réaction » contre les améliorations sociales existantes de la Santé, nous avons l'habitude de dire qu'il s'agit d'un comportement de droite. C'est donc une question de vocabulaire. Si pour le Dr Savy, être conservateur c'est être apolitique, nous n'y voyons aucun inconvénient.

(1) L'Union syndicale des Médecins de France, née d'une scission de la Confédération des syndicats médicaux français. L'Union nationale pour l'avenir de la Médecine est l'organisme de relations publiques de l'U.S.M.F.

A propos de la Lorraine

Après avoir pris connaissance de l'excellent article sur la Lorraine « Années sociales 1963-66 » dans votre numéro 287 du 4 juin 1966, j'en viens à me poser certaines questions.

Mais tout d'abord, laissez-moi vous dire qu'une des qualités de cet article est de montrer l'utilité des syndicats. Sans eux, que de misères, car

APRES GRENOBLE

Pierre Beregovoy (P.S.U.) et Bernard Schreiner (Amis de T.C.) rendront compte de la Rencontre socialiste de Grenoble, à Orsay, le mercredi 22 juin, à 21 heures.

○

Mercredi 22 juin 1966. — Mainvilliers-Chartres : Jacques Moreau (C.F.D.T.); Georges Servet.

22 juin 1966. — Meulan - Les Mureaux, 20 h. 45, mairie de Meulan : Acquier (C.F.D.T.); Serge Mallet.

22 juin 1966. — Orsay : Bernard Schreiner (ancien président U.N.E.F., délégué gén. Amis T.C.); Audie; Pierre Beregovoy.

Dimanche 26 juin 1966. — Cherbouurg : Jeanson (secr. adjoint C.F.D.T.); Marc Heurgon.

les patrons auraient les mains totalement libres.

Maintenant, voyons les questions que je me pose. Pourquoi la fermeture de ces puits ? Sont-ils non rentables ou bien leur rentabilité diminue, ce qui, pour le patronat, revient à peu près au même.

S'ils ne sont pas rentables, quelles en sont les causes et les solutions à y apporter ? Vos solutions et celles des syndicats ?

Je pense qu'une réponse à ces questions est d'une importance primordiale, aussi bien pour les mineurs, premiers intéressés (n'oubliez pas qu'ils sont électeurs), que pour les militants ou sympathisants P.S.U. qui, dans des discussions, voudraient pouvoir défendre avec quelques chances de succès l'action des syndicats et des ouvriers, et aussi arriver à faire condamner l'attitude du gouvernement et du patronat par les Français (surtout à la veille d'élections) en apportant des preuves et en donnant des explications claires.

Un récent article sur la sidérurgie lorraine et le gouvernement était également très bon du point de vue information. Continuez, mais avec le plus d'exemples chiffrés possible.

Sicard (de Montagnac).

Stage d'été
du 18 au 23 juillet 1966

LES LUTTES DE CLASSES EN FRANCE EN 1966

Bulletin d'inscription à retourner au PSU, Service Formation et Etudes
81, rue Mademoiselle - PARIS XV*

Nom Prénom
Profession Age
Adresse
Section
Fédération
Responsabilité dans le Parti
Non membre du Parti
Appartenance syndicale

Les activités du parti

● Aix-en-Provence : 1^{re} manifestation de la section

C'était la première manifestation publique de la section P.S.U. d'Aix-en-Provence depuis bien longtemps, et ce fut un gros succès. Dans la salle de la Mutualité, quatre-vingts personnes étaient venues discuter du Colloque de Grenoble, du sens et des buts de l'entreprise, des suites qui lui seraient données.

Sous la présidence du professeur Sellier, de la Faculté de Droit, et autour de Marc Heurgon qui animait les débats, on remarquait dans l'assistance M. Ciccolini, conseiller général S.F.I.O., et plusieurs représentants du club « Démocratie Nouvelle ».

Aucune question ne fut éludée tant en ce qui concerne les rapports entre « Grenoble » et les organisations politiques de gauche, qu'en ce qui concerne les obstacles qui s'opposent encore à l'unité et les moyens de les surmonter.

Nul doute que le meilleur accueil sera réservé à Aix, dans des milieux différents, aux prolongements de Grenoble et notamment au colloque régional qui se tiendra en décembre sur les problèmes de la région.

● Contre-plan pour la Provence

Samedi 11 - dimanche 13 juin. — Dans le merveilleux cadre d'une colline dominant la rade de Toulon. Fédérations P.S.U. des Bouches-du-Rhône, du Var et des Alpes-Maritimes; de nombreux sympathisants, Jean-François Armogathe, secrétaire général de « Démocratie Nouvelle » et animateur de la « Rencontre socialiste régionale de Grenoble ».

La session fut consacrée aux problèmes du contre-plan, étudié d'abord à l'échelon national par Hubert Prévot, secrétaire de la Commission économique du P.S.U., puis à l'échelon régional.

Trois commissions :

a) problèmes agricoles, animée par L. Poupard;
b) problèmes industriels, animée par H. Prévot et Jean Heinemann;
c) problèmes du tourisme, animée par Michel Oriol,

ont permis de poser les bases d'un travail en profondeur qui sera poursuivi. Sur proposition de Marc Heurgon, des structures de travail sur le plan régional ont été mises au point.

● Drôme : un excellent congrès fédéral

En présence de Serge Mallet, membre du Bureau national, la Fédération de la Drôme a tenu son congrès le 5 juin à Crest.

Ce fut de l'avis général une bonne journée de travail. Sous la présidence de Georges Gire, secrétaire de la section de Romans, la discussion du matin a permis de faire le point de l'action du P.S.U. dans le département; y prirent part notamment: André Didier (rapport fédéral), Michel Nercessian (Centre d'études socialistes de Valence), Pierre Mégier (Action pour la paix), D. Tissot (Die), des camarades de Romans, J.-L. Bardet (Portes), etc. Un nouveau bureau fédéral a été élu, il est souhaitable qu'il se réunisse régulièrement; dès l'automne, l'activité du C.E.S. sera élargie afin d'y faire participer des militants de tout le département, même non P.S.U.; une constatation: notre fédération est en progrès (effectif et audience).

Serge Mallet, dans une intervention saisissante, a brossé les grandes lignes d'une politique extérieure d'orientation socialiste; puis a fait le point après Grenoble, dans la perspective des législatives.

L'après-midi a été consacré à la

préparation des élections législatives dans le département. Le P.S.U. entend participer pleinement à cette bataille. Après discussion et vote, les décisions suivantes ont été prises: nouvelle intervention auprès du parti communiste et auprès de la Fédération de la gauche démocrate-socialiste (programme commun-candidature unique); si l'union ne peut se réaliser dès le premier tour, présentation de candidats P.S.U., notamment dans la circonscription de Valence.

● Conférence - débat à Sochaux

Sochaux. — Salle de réunion du Prado, vendredi 17 juin, 20 h. 30, à l'initiative de la section P.S.U., avec la participation de Marc Heurgon, membre du secrétariat national.

● Htes-Alpes : week-end de formation

Samedi 25 et dimanche 26 juin à Chantemerle, près de Briançon: week-end régional de formation, animé par Georges Servet.

Comment le tourisme social peut-il à la fois permettre à des personnes aux revenus modestes de s'aérer et favoriser le développement local ?

Sur ce thème, la journée du dimanche s'ouvrira largement aux sympathisants et à tous ceux qui pourraient apporter au débat l'expérience de réalisations locales.

Inscriptions : P.S.U., 6, place Saint-Bruno, Grenoble.

● Contre-plan pour la Picardie

Bonne réunion de travail à Montdidier, dimanche: sous la présidence de Marcel Will, conseiller général de Maignelay, une cinquantaine de délégués représentant les Fédérations de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, ont commencé l'étude d'un contre-plan régional, en présence de Pierre Beregovoy, membre du secrétariat national, et de Jean-Marie Faivre, membre du C.P.N., assistés des trois secrétaires fédéraux: Lelong, Berthe Fouchère et Blineau.

Après un exposé de P. Beregovoy sur la politique du contre-plan, particulièrement adaptée au cadre régional où elle permet d'opposer pratiquement des propositions cohérentes aux mesures gaullistes tout en offrant une perspective politique aux luttes sociales, deux rapports présentés par Faivre et Jean-Pierre Martein ont servi de base à la discussion. Le premier a défini clairement les objectifs du P.S.U. en matière d'aménagement régional. Le second a dressé un tableau complet de l'économie picarde et a souligné les points faibles d'une région, particulièrement sous-équipée dans les domaines du logement, de l'enseignement et de la santé. Il a conclu en indiquant les directions à prendre pour remédier à cette situation.

C'est ce que les sections vont désormais approfondir en liaison avec une Commission économique animée par J.-P. Martein et composée de quatre groupes de travail dont les responsables ont été désignés :

— vie agricole : Blineau ;
— vie industrielle : Ribaucourt ;
— jeunesse-enseignement : Annie Devliger ;

— cadre de vie (logement, urbanisme, santé, loisirs, etc.) : Berthe Fouchère.

De prochaines rencontres auront lieu. Cette décision témoigne de l'intérêt des participants pour cette force concrète de l'action politique.

En conclusion, signalons la parfaite organisation de la réunion, bien préparée par Etienne et ses camarades de Montdidier.

NE PLUS ATTENDRE

POURQUOI dissimulerions - nous notre satisfaction ? Beaucoup de choses positives ont été dites samedi et dimanche à la cinquième session de la Convention des institutions républicaines. Par rapport à l'orientation qui avait été prise au cours de ces trois derniers mois par les leaders de la Fédération, un incontestable redressement a été opéré.

NOUS avons, dans une lettre rendue publique au début mars, posé à ces dirigeants trois questions très simples et très claires. Nous leur avons demandé :

- 1°) s'ils étaient décidés à affronter la prochaine bataille des législatives dans le cadre d'une alliance générale de la gauche et à discuter sans tarder des éléments d'un programme commun ;
- 2°) s'ils acceptaient d'inclure dans ce programme un certain nombre de grandes réformes de structure ;
- 3°) s'ils étaient prêts à prendre des distances à l'égard de la politique pro-américaine qui avait été longtemps la leur.

On nous avait dit que nous aurions probablement satisfaction sur la deuxième question mais que nous essuierions une fin de non-recevoir sur la première et la troisième. Ce n'était pas là notre sentiment. Nous pensions en effet qu'un mouvement d'opinion s'affirmait de plus en plus fortement au sein de la gauche en faveur de l'unité, en faveur du programme et en faveur d'une politique internationale indépendante. C'est de ce mouvement que François Mitterrand et Guy Mollet ont finalement tenu compte.

« Le programme, a dit Mitterrand, est la clef de l'accord de la gauche et du ralliement de tous ceux qui croient que cette gauche est l'avenir... A nos yeux, rien ne passe avant l'union de la gauche dans laquelle se comprend évidemment le parti communiste. » Et il a également déclaré : « L'O.T.A.N. appartient au passé et un gouvernement de gauche ne pourrait songer à ressusciter les morts. »

De son côté, Guy Mollet a demandé

l'arrêt des bombardements américains sur le Nord-Vietnam et l'ouverture d'une négociation incluant le Vietcong. Il a opposé la perspective de l'Europe socialiste à celle de l'Europe libérale, ajoutant : « On ne peut pas concevoir une organisation européenne s'il n'y a pas une planification européenne ». Il a enfin souhaité que l'O.T.A.N. et le pacte

par Gilles MARTINET

de Varsovie deviennent inutiles et a recommandé l'étude de certaines propositions du plan Rapacki.

Comment ne pas se réjouir de l'évolution que représentent ces déclarations ?

JE vois évidemment les réserves qui peuvent être faites. Ces propos ne sont-ils pas des propos de circonstance ? Ne risquent-ils pas d'être démentis demain par des démarches différentes ? Le passé ne nous incite-t-il pas à une certaine méfiance ?

Toutes ces questions sont légitimes, mais elles sont également naïves.

La transformation de la gauche française n'est pas une opération abstraite. Elle implique que l'on récuse une certaine conception traditionnelle et purement tactique de l'unité, mais elle signifie aussi que l'on en propose une autre, autrement dit qu'avec ou sans méfiance on soit toujours prêt à discuter et à agir avec tous ceux qui composent cette gauche. Ce n'est que de cette manière que nous ferons progresser le courant du renouveau socialiste, dont nous sommes non pas les seuls mais sans doute les plus résolus protagonistes.

Il est possible que les déclarations de samedi et dimanche derniers ne soient que l'effet d'un certain mouvement de balancier. Mais même si cela était, notre devoir serait de tout mettre en œuvre pour que le pendule ne revienne plus en arrière. Et pour cela il faut au plus vite sortir de la phase de débat à la cantonade et engager, autour d'une table, la véritable discussion.

Cette discussion permettra-t-elle d'aboutir à un accord complet ? Je ne le crois pas, et François Mitterrand, non plus, ne le croit pas. Il y a encore trop de différences entre nos points de vue. Il me serait assurément facile, après avoir souligné les aspects positifs de l'intervention de Guy Mollet, de mettre en lumière les aspects qui demeurent, à mes yeux, ambigus ou même franchement négatifs. Mais un changement s'est tout de même produit. Il devrait nous permettre d'avancer et d'aboutir à un certain nombre de résultats importants.

LE dialogue que nous avons voulu engager, il y a déjà plusieurs mois, avec la Fédération n'exclut évidemment pas d'autres contacts et d'autres débats.

L'unité qu'il faut construire, c'est celle de toute la gauche, communistes compris. Certains ont imaginé que nous voulions jouer ainsi le rôle d'un courtier. L'idée est ridicule. La Fédération et le parti communiste n'ont pas besoin de nous pour se rencontrer ! Mais le vrai problème n'est pas celui d'une diplomatie préélectorale : il est celui de la constitution d'une alliance fondée sur un programme à moyen et à long terme. Et pour cela personne ne peut ignorer ce que représentent aujourd'hui le P.S.U. et ses alliés.

Alors, ne perdons plus de temps. Que la Fédération nous réponde et que la discussion s'engage sans tarder.

PRENEZ DES CONTACTS

A tous nos amis qui partiront en vacances en France ou à l'étranger, je demande de prendre contact avec les camarades qui se trouvent dans les localités où ils se rendront.

L'expérience prouve que de tels contacts sont profitables aux uns et aux autres. De solides amitiés se sont ainsi nouées.

Le secrétariat du P.S.U. est à votre entière disposition pour vous donner les adresses utiles.

E. Depreux.

PATRONAT

Les derniers invités de M. Villiers

Il y a quatre semaines, plus de cent mille travailleurs défilèrent de la Bastille à la République. C'était la première grande manifestation de rue organisée depuis la signature, le 8 janvier de cette année, de l'accord C.G.T.-C.F.D.T. Moins de quarante-huit heures après, les dirigeants syndicaux décidaient la relance du mouvement et les Fédérations C.G.T.-C.F.D.T. du secteur privé lançaient le mot d'ordre de grève du mardi 14 juin. C'est ce jour-là cependant que les dirigeants du C.N.P.F. ont choisi pour accepter la démission de M. Georges Villiers et pour élire à sa place le polytechnicien Paul Huvelin, président de Kléber-Colombes.

Celui-ci, pour son installation, aura eu de nombreux visiteurs.

Dès 15 h 30, mardi, la place d'Iéna se remplissait d'une foule colorée, les casquettes bleues des policiers se mêlant en grand nombre aux casquettes en papier rouge de la « Vie ouvrière ».

Peu après seize heures, le cortège pénétrait dans la rue Pierre-I^{er}-de-Serbie, au premier rang duquel on pouvait distinguer MM. Frachon, Krasucki, Mascarello pour la C.G.T., Descamps, Matheret, Maire pour la C.F.D.T.

Derrière eux, de très nombreuses banderoles des différentes Fédérations ayant appelé à la grève : cuir, habillement, alimentation, bois, banques.

Une double haie d'agents barrait l'entrée de l'immeuble du C.N.P.F.

Des rappels utiles

Juchés sur un camion, les dirigeants syndicaux devaient ensuite, dans de brèves prises de parole, faire des rappels utiles.

Eugène Descamps, ayant noté que les grèves de mardi, comme celles du 17 mai étaient destinées à ouvrir des revendications véritables avec le patronat, devait citer les victoires des ouvriers de la sidérurgie allemande, qui de 42 heures par semaine aujourd'hui, ne travailleront plus en janvier prochain que 40 heures. De même, dans la métallurgie suédoise, le temps de travail sera ramené à 42 heures d'ici trois ans.

Sur la question du relèvement des salaires, Eugène Descamps a rappelé qu'à niveau de vie égal, les travailleurs hollandais ont un S.M.I.G. de plus de 600 F par mois.

Benoît Frachon, intervenant ensuite, a fait un résumé des acquisitions réalisées par la classe ouvrière, il y a trente ans, lors de la signature des accords Matignon, qui, entre

autres, permirent une augmentation générale du niveau de vie des travailleurs de plus de 11 %. S'adressant aux dirigeants du C.N.P.F. dont certains écoutaient d'une oreille attentive des balcons de l'immeuble patronal, Benoît Frachon, annonçant la relance des mouvements revendicatifs après la période des vacances, a conclu par ces mots : « Nous ferons autre chose qu'en 1936 et quelque chose de mieux. A la prochaine fois ! »

Quand les six mille participants



(Photo Agip.)

M. VILLIERS : du bon travail pour ses employeurs.

se dispersèrent place de l'Alma, l'impression générale était à l'espoir que peut susciter le renforcement de l'unité encore longtemps scandée dans les rues avoisinantes.

Le nouveau président du C.N.P.F., comme le Premier ministre, qui rencontre aujourd'hui les dirigeants syndicaux, devront tenir compte, dans cette période de précampagne électorale, de la volonté clairement exprimée des travailleurs.

Paul Sauzet.

Amiens. Mais, malgré les efforts des délégués syndicaux pour aboutir à un compromis, la direction n'acceptait que le principe du paiement de trois jours de lock-out et d'une indemnité de 100 AF par journée de grève, conditionnant, de plus, son application à une poursuite de la discussion et à la reprise du travail.

B. F.

A la suite du colloque de Montdidier, qui groupait les délégués des fédérations P.S.U. de l'Oise, de la

Somme, de l'Aisne, un ordre du jour de solidarité avec les grévistes de Montataire a été voté à l'unanimité.

N.D.L.R. — Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le travail a repris à la suite d'un compromis, la direction ayant accordé le paiement de trois jours de lock-out et le versement d'une avance de 100 F. Quant aux autres revendications ouvrières, elles feront l'objet de discussions ultérieures.

CONGRÈS DE L'ALLIANCE SOCIALISTE YUGOSLAVE

Le salut de Gilles Martinet

« Je suis heureux de vous apporter le salut amical et chaleureux du Parti socialiste unifié de France, parti qui est né dans la lutte contre la guerre d'Algérie.

Notre parti éprouve un sentiment d'admiration et de reconnaissance à l'égard de votre pays qui a su, dans une période difficile et dangereuse, construire une politique qui peut aujourd'hui servir de modèle à de nombreux mouvements socialistes. Lorsque vous avez défini cette politique, le monde entier était divisé en deux grands blocs hostiles dont les dirigeants n'admettaient aucun changement, aucune transformation, aucune évolution qui n'aient été voulus par eux. La seule forme de coexistence qui était alors envisagée était la coexistence dans le *statu quo*. Vous avez eu, camarades yougoslaves, l'immense mérite de montrer qu'il pouvait y avoir aussi la coexistence par le désengagement et le non-alignement et que cette forme de coexistence était infiniment préférable à la première.

Nous assistons aujourd'hui à une dislocation des systèmes militaires créés à l'époque de la guerre froide. En tant que socialistes nous ne pouvons que nous réjouir de cette situation qui doit permettre à un nombre grandissant de pays de s'avancer librement dans la voie de la transformation des vieilles structures économiques et sociales. Mais cela nous pose évidemment de nouveaux problèmes. Car la légitime volonté d'indépendance doit s'accompagner d'une volonté de solidarité et de coopération internationales. Il n'est plus possible dans l'état actuel du développement de la science et des techniques de s'enfermer dans des cadres nationaux trop étroits. C'est une question à laquelle nous autres socialistes français sommes particulièrement sensibles.

Depuis 1958, un nouveau régime a été instauré dans notre pays. Notre parti l'a combattu dès le premier jour. Il n'en est que plus libre pour déclarer qu'un certain nombre d'initiatives que le chef de ce régime, le général de Gaulle, a pris récemment dans le domaine de la politique internationale, sont des initiatives positives. Nous approuvons le retrait des troupes françaises de l'O.T.A.N., la

disparition prochaine des bases américaines installées sur notre sol et, bien entendu, la condamnation de la politique des Etats-Unis au Vietnam. Mais nous avons aussi le souci de donner à ces initiatives des prolongements qui ne soient pas ceux d'un simple nationalisme français.

Nous sommes favorables à la construction d'une Europe unie, étant entendu que pour nous l'Europe ne se limite pas aux six pays de l'actuel Marché commun. Le fait que cette construction européenne a été amorcée sous le signe du libéralisme économique, de la prédominance des forces capitalistes et de l'hégémonie américaine ne doit pas nous empêcher de voir qu'il y a là un problème historique auquel les socialistes doivent, à leur tour, apporter une solution. Et cette solution doit être, à notre avis, placée sous le signe de la coordination des planifications, puis de la planification commune, de la prédominance des forces socialistes et de l'indépendance à l'égard des deux principales puissances mondiales.

Nous pensons que c'est autour de ces idées que devrait être élaboré le programme de l'opposition de gauche en France. Nous voulons l'unité de cette opposition, l'unité des différents courants socialistes et du Parti communiste. Cette unité implique que nous surmontions les divergences nées au moment de la guerre froide et nous ne pourrions les surmonter qu'en nous situant en avant et non en arrière de la politique internationale du général de Gaulle.

Nous avons cependant, pour parvenir à ce but, besoin de sentir que cette orientation correspond à celle de nombreuses forces socialistes à travers le monde. Les liens que nous avons établis avec l'Alliance socialiste yougoslave sont, de ce point de vue, particulièrement importants. Le prestige qu'ont su acquérir votre pays et son président, le camarade Tito, représente une aide précieuse pour tous ceux qui luttent pour la véritable coexistence pacifique.

C'est pourquoi je souhaite, au nom de tous mes camarades, de nouveaux et grands succès à l'Alliance socialiste du peuple travailleur de la Yougoslavie. »

MONTATAIRE

La grève d'Usinor

Le 24 mai, trente-six ouvriers du service Skin-Pass (section du bobinage) d'Usinor, à Montataire, se mettaient en grève pour obtenir un salaire égal pour un travail sensiblement égal (l'écart de salaire se chiffre de 30 à 45 AF).

Le 28 mai, la direction décidait le lock-out de l'entreprise, frappant ainsi 2.200 travailleurs. Des piquets de grève occupèrent l'usine.

Le 1^{er} juin, au cours d'une discussion avec la direction départementale du travail, la direction patronale opposait un refus catégorique à toutes les revendications ouvrières.

Le jeudi 2 juin, la direction refusait de reprendre toute discussion.

Aussitôt se constituait à Montataire et à Creil un large comité de soutien groupant avec les représentants des organisations syndicales et des partis de gauche, des délégués d'organisations familiales, les maires de la région creilloise et diverses personnalités parmi lesquelles les six médecins de Montataire.

La pression exercée contraignait la direction à reprendre les pourparlers avec les délégués syndicaux et, le 4 juin, la commission paritaire de conciliation se réunissait à la préfecture. C'est au cours de cette réunion

que les délégués C.F.D.T. et C.G.T. (il n'y a pas de syndicat F.O. à Usinor de Montataire) défendaient les revendications suivantes :

— à travail égal, salaire égal pour tous les ouvriers de l'équipe Skin-Pass ;

— augmentation générale des salaires de 1,26 % au 1^{er} juillet (soit trois mois avant la date prévue par la direction) ;

— réduction du temps de travail sans perte de salaires, de deux heures toutes les trois semaines à partir du 1^{er} juin ;

— paiement des journées de lock-out et de grève.

Une fois encore, la direction était intransigeante. Et, cependant, lit-on sur un tract adressé à la population du bassin, creillois par la C.G.T. et la C.F.D.T. : « Ces revendications paraissent bien modestes quand on sait que le société Usinor a réalisé plus de 600.000 AF de bénéfices sur chaque travailleur en 1965. »

Le 8 juin, les piquets de grève étaient expulsés de l'usine par la police. Mais si les cadres reprenaient le travail, les ouvriers continuaient à se tenir les coudes.

Le 11 juin, une commission régionale de conciliation se réunissait à

CHANTIERS NAVALS

Pour une rencontre nationale sur les constructions navales

Les Fédérations P.S.U. de la région de Provence, réunies en session d'études, ont examiné la situation des chantiers navals de La Seyne. Elles saluent l'action unitaire des organisations syndicales qui, grâce au soutien massif de la population, a obligé le gouvernement à sortir d'une trop longue passivité et à prendre enfin quelques mesures permettant aux chantiers de continuer leur activité.

Une fois de plus cependant, le gouvernement s'est contenté de demi-mesures ; il a mis à la disposition de la S.F.C.M. une somme de 30 millions et il a, dans la limite de 20 millions, accordé sa garantie à la société qui reprend l'exploitation des chantiers. Mais le projet de loi n'impose aux sociétés privées aucune condition en ce qui concerne la garantie de l'emploi ou l'orientation de l'activité. Il n'impose non plus aucun contrôle valable de l'utilisation de ces fonds publics.

Cette carence du régime est bien dans la ligne de ce qui est resté son attitude depuis qu'a été posé dans toute son ampleur le problème de la construction navale. Aujourd'hui, patronat et gouvernement peuvent bien se rejeter la responsabilité de l'échec complet de la politique suivie ; en fait, celle-ci est largement

partagée. Le patronat s'est approprié toutes les subventions, sans tenir les engagements qu'il avait pris et sans éviter le licenciement, sur le plan national, de 10.000 travailleurs (dont 5.000 seulement ont été reclassés). Le gouvernement n'a jamais su ni même voulu imposer au patronat les exigences précises qui auraient justifié son aide.

Dans ces conditions, il est à craindre que la solution adoptée pour La Seyne se révèle aussi trompeuse que les précédentes, et que, dans quelques mois, les mêmes problèmes se reposeront avec brutalité.

Les Fédérations du P.S.U. estiment que, dans ces conditions, c'est aux responsables des organisations syndicales et des organisations politiques de gauche qu'il appartient de proposer les véritables solutions. Le problème des constructions navales doit être posé à l'échelon national, au cours d'une recherche menée en commun par les représentants des travailleurs dans divers chantiers français et par ceux des populations qui se trouvent concernées. Le P.S.U. prendra les contacts nécessaires afin de provoquer, dans un proche avenir, une rencontre nationale sur les constructions navales, chargée d'élaborer un contre-plan opposé à l'actuelle politique gouvernementale.

LIBERTÉ POUR LE PEUPLE PORTUGAIS

DEPUIS maintenant quarante ans le Portugal vit sous le fascisme. Depuis quarante ans des hommes se battent inlassablement pour la liberté au Portugal. Certes, de temps à autre, quand l'écho nous parvient d'une manifestation ou d'une vague d'arrestations, ou quand le général Delgado est assassiné, nous signons des pétitions ou participons à telle manifestation de solidarité. Et puis le temps passe et notre solidarité se calme jusqu'à s'éteindre.

C'est parce que nous sentions que cet état de choses ne pouvait plus durer, que notre Parti a accueilli avec la plus vive amitié la délégation du F.P.L.N., et que pendant presque une journée nous avons pu confronter nos vues sur les manières les plus efficaces de manifester notre pleine et entière solidarité au peuple portugais et au Front Populaire de Libération Nationale Portugais.

Tribune Socialiste publiera dans de prochains numéros une enquête vaste sur tous les problèmes qui se posent au Portugal, tant du point de vue politique que du point de vue économique et social.

Pour l'heure, notons que les deux délégations sont tombées d'accord sur l'analyse générale faite par le F.P.L.N., sur les perspectives ouvertes à la lutte du peuple portugais dans la période à venir.

Nous pouvons et devons aider le peuple portugais et les organisations de l'opposition portugaise. Et cette

aide ne peut pas se borner à un appui moral.

Il n'est de mystère pour personne qu'aucune organisation ne saurait vivre sans quelques moyens matériels. Le P.S.U. lancera donc une souscription destinée à recueillir des fonds pour la résistance portugaise.

Il est connu que des agents de réseaux parallèles français ou d'anciens O.A.S. ont participé à la préparation du guet-apens de Badajoz, qui a coûté la vie du général Delgado. Le P.S.U. fera campagne pour obtenir que la lumière, toute la lumière soit faite sur cette affaire.

Il est notoire que le Portugal achète des armes, des avions, des navires en France, pour mener la guerre criminelle d'Angola. Le P.S.U. devra faire campagne et éclairer l'opinion de notre pays sur ce point.

Enfin, si la politique étrangère gaulliste a quelques aspects positifs, pour ce qui est de la guerre en Angola, et du soutien à la politique de Salazar, dans tous les votes de l'O.N.U., la France n'a cessé d'appuyer le dictateur portugais.

Ce scandale ne saurait durer, et il appartient à toute la gauche d'imposer un autre cours à la politique française.

Ces thèmes et beaucoup d'autres ont été abordés au cours des entretiens. Des résolutions prises.

Que nos camarades portugais soient assurés de notre détermination. Ce ne sont pas et ce ne seront pas des vœux pieux.

Christian Guerche.



L'ordre de Salazar.

Communiqué du FRETE PATRIOTICA DE LIBERTAÇÃO NACIONAL

Une délégation de deux personnalités de l'opposition démocratique portugaise, MM. Ferrando Piteira Santos et Pedro Ramos de Almeida, dirigeants du Front patriotique de Libération nationale, vient de terminer son séjour en France. Le F.P.L.N. est l'organisation clandestine qui regroupe, au Portugal, des partis, courants et personnalités démocratiques dans leur combat commun contre la dictature de Salazar.

Cette délégation s'est rendue en France afin de procéder à une série d'entretiens, convenus au préalable, avec les partis politiques, les centrales syndicales et d'autres organisa-

tions démocratiques françaises suivantes :

— M. René Schmitt, secrétaire général adjoint du Parti socialiste S.F.I.O. et délégué général adjoint de la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste ;

— MM. Edouard Depreux, secrétaire général du Parti socialiste unifié, Gilles Martinet, secrétaire général adjoint, Christian Guerche, membre du Comité politique national, Maître Henri Leclerc, Jean Nestor, membre du Bureau des Etudiants socialistes unifiés.

— MM. Raymond Guyot, sénateur, membre du Bureau politique du Parti communiste français, Robert Ballanger, membre du Comité central, président du groupe parlementaire communiste, Jean Tricart, membre du Comité central, Jean Garcia, collaborateur du Comité central.

— M. Michel Soulié, vice-président du Parti radical et radical-socialiste, membre de l'équipe formatrice du contre-gouvernement.

— MM. Gérard Espéret, vice-président de la Confédération française Démocratique du Travail (C.F.D.T.), et Jean Bourhus, secrétaire confédéral.

— MM. André Merlot, secrétaire confédéral de la Confédération générale du Travail (C.G.T.), Robert Herminio, du Département international, Serge Capé, collaborateur du secrétariat.

— M. Daniel Mayer, président de la Ligue française des Droits de l'Homme, Mme Suzanne Collette-Kahn, vice-présidente de la L.F.D.H. et secrétaire générale de la Fédération internationale des Droits de l'Homme, et M. Michel Blum.

— M. Joë Nordmann, secrétaire général de l'Association internationale des Juristes démocrates, M. Solange Bouvier-Ajam, secrétaire de l'A.I.J.D.

— M. Daniel Vidal, sociologue, secrétaire du Comité français pour l'amnistie au Portugal.

La délégation du F.P.L.N. a été reçue par les directeurs ou rédacteurs de différents organes de presse, notamment par :

— M. Claude Fuzier, secrétaire de la Fédération de la Seine du Parti socialiste S.F.I.O. et rédacteur en chef du journal « Le Populaire ».

— M. Jean-Marie Domenach, directeur de la revue « Esprit ».

— M. Etienne Fajon, membre du Bureau politique du Parti communiste français et directeur du journal « l'Humanité », et des rédacteurs des journaux « Le Monde », « Le Nouvel Observateur », « L'Express ».

Tous ces entretiens se sont caractérisés par des échanges de points de vues et d'informations francs, cordiaux et fructueux. Dans chaque conversation il a été procédé à un large tour d'horizon concernant l'évolution de la situation politique portugaise, dans le contexte de la situation internationale et des rapports entre le Portugal et la France.

La délégation du F.P.L.N. a apporté des informations sur les conditions de vie du peuple portugais, sur la politique rétrograde de la dictature fasciste qui a totalement supprimé depuis quarante ans les libertés — d'expression, d'association, d'opposition, les élections libres, la liberté syndicale, le droit de grève, etc. — et qui aliène l'indépendance nationale portugaise afin de poursuivre des guerres coloniales injustes et condamnées à l'échec en Angola, en Guinée, au Mozambique. Cette politique place le Portugal, quant au niveau de vie, au dernier rang de l'échelle européenne et est responsable de l'émigration massive de la jeunesse et des travailleurs.

La délégation du F.P.L.N. a souligné la gravité, ampleur et intensité de la répression exercée par le gouvernement de Salazar contre les démocrates portugais, et elle a apporté d'importants éléments nouveaux concernant l'assassinat du général Humberto Delgado par la Pide (police politique fasciste) qui a pu préparer le guet-apens de Badajoz grâce à l'action de provocateurs portugais à sa solde, d'aventuriers irresponsables et d'éléments fascistes italiens et français.

Les représentants de l'opposition démocratique portugaise ont été heureux de constater une fois de plus que le développement de la lutte cou-

rageuse du peuple, des étudiants, des ouvriers, des intellectuels portugais pour des conditions de vie dignes, contre les guerres coloniales en Angola, en Guinée et au Mozambique, pour la libération des emprisonnés politiques, pour le renversement de la dictature, compte avec la sympathie profonde, la compréhension et la solidarité active des démocrates français, du peuple français. La délégation du Front patriotique de Libération nationale du Portugal en a remercié les partis, centrales syndicales et d'autres organisations démocratiques françaises avec lesquels elle a pu avoir des entretiens.

A la suite de ceux-ci, un large accord s'est dégagé entre le F.P.L.N. du Portugal et chacune des organisations françaises en vue de :

— entretenir à l'avenir des rapports réguliers ;

— renforcer la solidarité morale et politique à l'opposition démocratique portugaise ;

— accroître le soutien de l'opinion démocratique internationale à la défense des emprisonnés politiques portugais et à la campagne en cours pour que toute la vérité soit faite et pour que soient punis tous les responsables de l'assassinat du général Humberto Delgado ;

— combattre l'appui militaire, économique, politique que certains milieux apportent à la dictature de Salazar et à ses guerres coloniales ;

— aider concrètement le peuple portugais dans son combat pour la liberté.

Pedro Ramos de Almeida

membre de la Conférence du Front patriotique de Libération nationale, membre de la Junta révolutionnaire portugaise.

Fernando Piteira Santos

membre de la Conférence du Front patriotique de Libération nationale, membre de la Junta révolutionnaire portugaise.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint : GERARD CONSTANT

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV) Tél. : SUF 19-20
Rédaction : 31, r. Mademoiselle Paris (XV) Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
53-61, rue La Fayette Paris (9^e)

DIALOGUE AVEC LES LECTEURS

Que pense-t-on de la page culturelle de « Tribune socialiste » ? La dit-on régulièrement, et qui la lit. Quelles sortes d'améliorations souhaitez-vous y apporter et surtout comment amorcer le dialogue avec les lecteurs ? C'est à ces questions légitimes mais ambitieuses que le questionnaire publié sur cette page espérait apporter un début de réponse. Voici le résumé des résultats obtenus.

La province répond à 79 p. 100

Dans l'ensemble, le questionnaire a été rempli avant la date de clôture. Des réponses sont arrivées trop tard pour pouvoir être intégrées, mais il en a été tenu compte dans l'analyse générale, ainsi que du nombreux courrier suscité par cette expérience.

Ce sont surtout des non parisiens (79 p. 100), ne regardant pas régulièrement la télévision (70 p. 100) qui se sont intéressés au questionnaire.

Ces réponses laissent apparaître que les lecteurs réguliers de la page culturelle de *Tribune socialiste* (51 p. 100 des réponses), sont plutôt situés dans des villes de moins de 50.000 habitants (46 p. 100 d'entre eux) et fréquentent en majorité des associations culturelles (63 p. 100).

En ce qui concerne les associations culturelles, ce sont plutôt des ciné-clubs (27 p. 100) qui sont fréquentés et une multitude d'organisations locales (1).

Enfin pour les publications lues, on relève un remarquable équilibre entre la presse à vocation marxiste traditionnellement laïque :

Canard Enchaîné (19 p. 100) ; *Temps Modernes* (10 p. 100) ; *Humanité* (9 p. 100) ; *Lettres Françaises* (8 p. 100) et la presse catholique :

Témoignage chrétien (19 p. 100), *Esprit* (8 p. 100), *La Croix* (3 p. 100), mais ce sont, de loin, *le Monde* (70 p. 100 des réponses) et *le Nouvel Observateur* (52 p. 100) qui viennent en tête des lectures.

Spectacle à 11.000 francs

Quelles sont les distractions culturelles qui tentent le plus les lecteurs de la page culturelle de *Tribune socialiste* (question n° 1). D'abord lire (85 p. 100 des mentions, puis aller au cinéma (52 p. 100), aller au théâtre (46 p. 100), écouter de la musique (44 p. 100) et voyager (43 p. 100), 8 p. 100 de mentions non suggérées signalent les conférences ou les débats.

Notons que ce sont surtout les personnes habitant la province qui mettent la lecture au premier rang de leurs préférences (notamment les lecteurs réguliers), mais plus encore la musique et les voyages. Par contre, ce sont plutôt des Parisiens ou les habitants de grande ville et qui ne regardent pas régulièrement la télévision, qui déclarent préférer le cinéma. Signalons enfin que ce sont uniquement des lecteurs de province qui ont spontanément répondu s'intéresser particulièrement aux conférences et aux débats.

Dans le peu de place qui nous était imparti, nous n'avions pas la possibilité de nous étendre sur les moyens matériels et financiers nécessaires pour se livrer à ces activités. Si, à l'occasion, certains lecteurs ont souligné qu'ils manqueraient de temps pour des loisirs actifs, l'un d'entre eux, Michel Lecointe, militant dans différentes associations culturelles de la région lyonnaise, s'explique fort pertinemment à ce sujet dans la lettre qu'il nous a adressée :

« Le budget des travailleurs est-il capable de supporter des dépenses culturelles ? demande-t-il. Bien souvent, non ! En octobre dernier, j'avais fait le calcul des dépenses possibles d'un budget culturel. Si mes camarades lyonnais voulaient voir les spectacles des différents théâtres (quatre spectacles pour 16 F chez Planchon), concerts, ciné-clubs, théâtre du Cothurne, de la Croix-Rousse, etc., il fallait 110 francs pour une personne !

D'autre part, un horaire de travail variant de 41 à 52 heures, obligation de se lever tôt, pas de bus après minuit, etc. Tout ceci ne milite pas en faveur d'une culture dite populaire. A la demande de notre comité d'entreprise Rhodaneta, Planchon a fait cette année une séance à 19 h 15 (au lieu de 20 h 15) qui a obtenu un grand succès. Mais cela n'est pas suffisant.

(1) Ce qui répond en partie à la question que se pose un lecteur de Saint-Amand (Manche) sur la vocation du P.S.U.

Des critiques rondouillards

Que pense-t-on de la page culturelle de « Tribune socialiste » ? (question n° 3).

1. Appréciations générales :

Si une bonne partie des lecteurs la trouve intéressante ou satisfaisante (21 p. 100 des mentions), d'autres lui reprochent de n'être « pas à la portée du grand public, de la province » (16 p. 10) ou de n'avoir « pas d'optique socialiste sur la culture bourgeoise » (11 p. 100). Ainsi Marcel Lagauin, agriculteur de Marmande (Lot-et-Garonne) estime qu'« il est certes intéressant d'avoir une analyse critique de telle ou telle œuvre littéraire, théâtrale, cinématographique ou autre, mais il serait certainement intéressant de savoir comment les militants P.S.U. et les lecteurs de *Tribune socialiste*, en général, s'y prennent pour faire pénétrer la culture en milieu populaire. La critique d'une grande œuvre d'art qui passera dans une grande salle parisienne et qui aura pour seul public des bourgeois non de classe privilégiée, auxquels se seront mêlés quelques intellectuels progressistes plus ou moins rondouillards, c'est peut-être intéressant. Mais il serait d'une bien plus grande importance de nous montrer ce que l'on fait concrètement dans un quartier de Paris ou dans un petit village de province pour créer une petite troupe et pour intéresser les ouvriers et les paysans issus du prolétariat à cette forme de l'art.

De son côté, Jean-Claude Sommaire, animateur d'un ciné-club à Surresnes, ne croit pas à une « culture bourgeoise ». Selon lui, « le problème est surtout de promouvoir à la culture des couches sociales que les structures de la société bourgeoise ne permettent pas d'atteindre et, dans cette optique, il nous faut d'une part favoriser les œuvres qui rendent compte des problèmes de ces couches et, d'autre part, des organisations qui permettent cette accessibilité ».

2. Les rubriques proprement dites :

Assez négative sur le plan général de la page culturelle, la critique s'atténue sensiblement au niveau des chroniques proprement dites (39 p. 100 de mentions positives contre 25 p. 100).

A. *Les livres* : On apprécie les critiques courtes « Vient de paraître », on demande la publication d'une liste de livres recommandés et l'analyse de romans de la société actuelle plus que d'ouvrages spécialisés.

B. *Le cinéma* : On aime assez les critiques cinématographiques et on demande leur extension, notamment à des films intéressants pour des militants, mais on déplore leur irrégularité.

C. *Les spectacles* : On commente favorablement les critiques de variétés et de théâtre.

D. *Les disques* : On s'intéresse à cette rubrique bien que les disques soient un peu chers.

E. *La musique* : On critique sévèrement la chronique musicale.

F. *La télévision* : On demande la création d'une chronique de télévision.

Rien sur la poésie

« En examinant les numéros des trois premiers mois de cette année, nous écrit à ce propos J.-P. Galtares, de Maurs (Cantal), je constate que la musique est le domaine privilégié (douze articles). Il me semble pourtant que c'est celui où la critique s'exerce le plus difficilement. La chanson par contre est délaissée (en trois mois, seuls Trenet et Hugues Aufray), alors qu'elle offre pourtant un point de rencontre facile entre le journaliste et le lecteur. De toute façon, la place relativement importante de la musique me paraît exagérée par rapport aux autres moyens d'expression artistique : cinéma (il faudrait que chaque semaine, un film intéressant soit étudié), littérature (rien sur la poésie), sculpture et peinture. »

Notre correspondant demande également la mention d'une chronique régulière sur la télévision et ajoute qu'il serait bon que soient annoncées, chaque semaine, les émissions susceptibles d'offrir de l'intérêt.

La question n° 4 demandait si l'on devait plutôt aborder, dans cette page, des activités culturelles régionales, des articles de fond ou l'actualité artistique en général.

Ce sont surtout les problèmes de fond (47 % des mentions) et d'actualité (45 %) qui semblent intéresser les lecteurs, en dépit du reproche de « parisiennisme » évoqué plus haut. Il est vrai que l'actualité est plutôt mentionnée par les Parisiens, les problèmes de fond paraissant plutôt retenir l'attention des lecteurs occasionnels habitant des villes de plus de 50.000 habitants et, dans une moindre mesure, ceux du reste des provinces, mais lisant régulièrement la page culturelle.

Genet et Louise Michel

De quelles sortes de sujets aimerait-on qu'on parle ? (Question n° 5).

Surtout de culture et manifestations à l'Etranger (12 % des mentions), notamment au Japon, en Italie, en Tchécoslovaquie, ou plus généralement en Orient, le Tiers Monde et les pays de l'Est. Les Etats-Unis ne sont pas mentionnés.

On s'intéresse également beaucoup aux livres modernes, étrangers ou abordant des problèmes de fond (12 %). On cite pêle-mêle à ce propos Genet, Sartre et Louise Michel.

On réclame encore des films modernes ou étrangers, une analyse socialiste de la culture et des informations sur les activités des troupes régionales (11 %). Parmi ces dernières, on cite notamment le Centre Dramatique du Nord, le Théâtre de l'Est Parisien, d'Aubervilliers, Gérard-Philippe, de Planchon et le Festival Universitaire de Nancy.

On s'intéresse enfin aux expériences de culture, d'art populaire (9 %), et aux chants et poèmes révolutionnaires (7 %), ces derniers illustrant le Vietnam, l'Inde, l'Espagne, Cuba et l'Angola.

Dans ce domaine, Michel Lecointe ajoute qu'il serait bon de présenter « l'un après l'autre les centres dramatiques et les troupes de province importants qui ne sont pas encore des centres importants (Théâtre de Bourgogne de Jacques Fournier, troupe de l'Etang-de-Berre d'Alain Rais). Présenter ensuite les grandes manifestations culturelles avec leurs calendriers (Festival d'Avignon, Aix-en-Provence, Besançon, Sarlat, etc.). Interviews des hommes de théâtre (metteurs en scène : Planchon, Vilar, Wilson, Dasté...), mais aussi et surtout des rares auteurs modernes de la gauche ; Adamov (Printemps 71), Gatti (Auguste Geai) ». Enfin, des tables rondes de personnalités et d'animateurs culturels, de syndicats, de comités d'entreprises...

Marcel Lavagan va dans le même sens en demandant qu'on parle des ciné-clubs, des clubs du livre et des maisons de jeunes et de la culture, mais, insiste-t-il, « dans un langage clair, compréhensible pour tous ».

LIVRES

L'ouvrier d'aujourd'hui

L'observation sur le tas

Les ouvriers font-ils partie d'une espèce en voie de disparition par dilution progressive dans les couches moyennes ? Au contraire, l'incontestable évolution de la classe ouvrière n'est-elle qu'un aspect superficiel qui ne devrait pas nous masquer la persistance de traditions et de structures fondamentales ? L'ouvrier français a-t-il encore le sentiment d'appartenir à un groupe social distinct et, dans l'affirmative, cela correspond-il toujours à une forte conscience de classe susceptible d'engendrer de profonds mouvements socio-politiques ? Voilà les questions que se posent de plus en plus fréquemment, dans nos sociétés industrielles, sociologues, syndicalistes et hommes politiques. Du degré de précision des réponses dépend, pour une large part, l'orientation du mouvement socialiste moderne.

Des ouvrages récents, comme ceux de P. Belleville, S. Mallet, A. Gorz et D. Mothé, apportent une contribution précieuse à l'étude de ce problème.

L'ouvrier d'aujourd'hui, d'Andrée Andrieux et Jean Lignon, réédité aujourd'hui en livre de poche, suscitera de fructueuses réflexions chez tous ceux qui considèrent que le renouvellement de la pensée socialiste doit être fondé sur une analyse lucide de la condition et de la mentalité des travailleurs de notre époque.

« Sur le vif »

Sous quelle forme préférerait-on qu'on aborde ces sujets ? (Question n° 6).

Les formules « sur le vif » : reportages (47 % des mentions), interviews (46 %), et tables rondes (45 %), semblent l'emporter sur des approches moins directes de l'information : enquêtes (22 %) et petits échos (10 pour 100).

Enfin, que manque-t-il dans cette culturelle ? (Question n° 7).

On retrouve de nouveau la préoccupation d'une optique socialiste de la culture (7 % des mentions), et, par corollaire, une exigence de simplicité dans l'expression (5 %). Sur le plan des rubriques proprement dites, on insiste sur la création ou le développement de chroniques sur la télévision (6 %), le cinéma (6 %) et les livres (4 %).

Raymond Leboulanger, de Saint-Calais (Sarthe), propose en outre l'essai d'un courrier de lecteurs dans le cadre de la rubrique culturelle, et de la place pour publier « des poèmes qui soutiennent notre action ».

Que pense-t-on de ce questionnaire ? (Question n° 8).

75 % des lecteurs qui l'ont rempli approuvent cette initiative, certains allant jusqu'à demander son renouvellement une fois par an (12 % des mentions). 14 % cependant trouvent les questions mal posées, trop limitatives (6 %) et regrettent le manque de place pour y répondre.

« Intéressant, conclut J.-C. Dubois, de Paray-le-Monial (Saône-et-Loire). Je pense que des questionnaires fréquents (pas seulement sur les questions culturelles) vous seraient très utiles pour savoir ce que pensent vos lecteurs. Je me suis souvent demandé comment s'exerçait la pression de la « base », dont on parle si souvent. Dont acte.

Trop intellectuel

En résumé, si dans l'ensemble, on apprécie la page culturelle de « Tribune Socialiste », on lui reproche cependant d'être trop parisiennisme et intellectuelle, et l'absence d'une analyse socialiste de la culture.

On commente favorablement les chroniques de livres et de cinéma et, dans une moindre mesure, de spectacles et de disques. Par contre, on attaque la chronique musicale et on réclame la création d'une rubrique sur la télévision.

On réclame plutôt des articles de fond et d'actualité, notamment sur les livres et les films modernes, les troupes régionales et, plus généralement, sur la culture étrangère et populaire. Ces articles étant surtout traités sous une forme « vivante » (reportages, interviews et tables rondes).

Jean Helms.

cette méthode, les réponses recueillies sont extrêmement précieuses et, à certains égards, irremplaçables. Si l'on peut chicaner sur la généralisation des résultats, à cause du nombre restreint d'ouvriers interrogés (58), on ne peut contester ni leur valeur documentaire ni les tendances qu'ils permettent de dégager.

C'est d'abord une description de la situation sociale de l'ouvrier dans le travail et de la manière dont il la ressent que les auteurs nous proposent. Au terme de leur enquête, s'ils constatent une évolution sensible de la mentalité et du comportement ouvriers (due, en partie, au progrès technique et au développement de la production et de la consommation), ils affirment la persistance d'une classe ouvrière consciente de ses particularités. Cependant, alors qu'il y a cinquante ans, cette conscience de classe avait un aspect positif et dynamique, elle revêt souvent aujourd'hui un aspect négatif.

Il y a un demi-siècle, la classe ouvrière consciente d'effectuer le travail productif en concevait un sentiment de puissance et de fierté qui se traduisait aussi bien par l'amour du travail bien fait que par l'espoir de jouer un rôle déterminant dans l'instauration d'une société nouvelle. Aujourd'hui, alors que la notion traditionnelle de métier tend à disparaître au profit de postes ou d'emplois intégrés dans un vaste ensemble productif; alors que les perspectives de perfectionnement sont rares et que l'ouvrier trouve de moins en moins l'occasion de développer à l'usine ses facultés professionnelles et intellectuelles, le travail n'est généralement considéré que comme un simple gagne-pain auquel n'est plus attaché aucun prestige particulier. Indépendamment des problèmes financiers qu'il permet de résoudre tant bien que mal, il a perdu toute signification et constitue un vide.

D'autre part, l'ouvrier a conscience d'être situé en dernière position dans la hiérarchie sociale (« Nous sommes la lanterne rouge », dit l'un d'eux), et souvent de devoir y demeurer quels que soient les bouleversements politiques. Cette situation d'infériorité, qui constitue pour beaucoup une nécessité des sociétés industrielles, engendre une subordination constante et un manque de considération cruellement ressentis.

Le résistant, l'évasionniste et le résigné

Mais si les ouvriers questionnés sont presque unanimes à caractériser leur condition sociale par l'insignifiance professionnelle, l'infériorité, la dépendance et l'absence de considération, ils manifestent à son égard des réactions variables qu'on peut classer en trois catégories :

— le résistant croit encore à la possibilité de modifier fondamentalement la condition ouvrière et participe, en général, activement à un mouvement collectif syndical ou politique ;

— l'évasionniste, désespérant d'une solution collective, s'est fixé un but individuel (artisanat, petit commerce, etc.) ;

— le résigné, qui appartient à la catégorie la plus nombreuse, a perdu tout espoir d'une transformation collective ou individuelle de sa condition qu'il subit passivement, n'apercevant

aucune issue. « Il se montre indifférent et inactif. » Ce serait lui, l'ouvrier typique du monde contemporain et son histoire serait celle « de la transformation d'un homme qui avait conçu une solution au problème de son existence, en un homme qui n'en conçoit plus aucune ».

L'ouvrier de demain

On jugera sans doute ces conclusions très pessimistes et on ne manquera pas de leur reprocher d'avoir été établies après une enquête trop limitée dans l'espace, sinon dans le temps. Des variantes notables apparaissent effectivement entre les réponses des ouvriers des deux entreprises étudiées. Peut-être seraient-elles plus sensibles si les ouvriers d'entreprises plus nombreuses et plus différenciées avaient été interrogés. Les auteurs le reconnaissent implicitement quand ils jugent, dix ans après, que le comportement des ouvriers de l'industrie chimique est assez différent de celui de l'entreprise métallurgique. Il reste que les résultats et les chiffres obtenus, s'ils ne sont pas absolument représentatifs, sont assez nettement significatifs.

Je regretterai davantage l'ancienneté d'une enquête achevée il y aura bientôt dix ans (1957). Depuis de grands événements se sont produits qui n'ont pas manqué d'affecter la mentalité ouvrière. La venue au pouvoir de la technocratie gaulliste a accentué certaines tendances, ainsi que le développement de la technologie moderne et de la production des biens de consommation. La crise sino-soviétique et l'agressivité nouvelle, dont témoigne l'impérialisme américain après une période de co-existence, remettent en question la répartition des forces dans le monde. La similitude de certaines évolutions dans les pays hautement industrialisés de l'Est et de l'Ouest, provoquant la diminution constante des secteurs primaires et secondaires au profit du tertiaire, pose des problèmes d'éducation et d'adaptation quotidiens. Il est regrettable que le livre dont nous parlons n'aborde pas la question de l'avenir des enfants d'ouvriers. Enfin, l'indépendance de l'Algérie (les auteurs accordent une large place aux réactions des ouvriers algériens dont ils reconnaissent l'optimisme caractéristique dans un milieu plutôt athénien) a permis d'amorcer, après la Yougoslavie, une expérience socialiste originale qui pouvait faciliter l'exploration des voies de l'indépendance ouvrière.

Andrieux et Lignon répondront que leur ouvrage sera suivi, dès l'an prochain, d'un livre consacré à l'étude du militant ouvrier. Il est vraisemblable qu'ils auront l'occasion d'y revenir sur certains aspects de la condition ouvrière qui se sont modifiés depuis 1957 à la suite des grands bouleversements mondiaux et d'insister sur les perspectives nouvelles qui commencent à se dessiner pour le mouvement ouvrier dans le cadre de l'autogestion et du contrôle des entreprises. Ajoutons que, dans sa préface, notre camarade Naville pose précisément les questions que nous venons d'évoquer.

B. Sizaire.

Andrée Andrieux et Jean Lignon : *L'Ouvrier d'aujourd'hui*, préface de Pierre Naville. (Gonthier, 5,85 F.)

CINÉMA

Un homme et une femme



Lelouch au travail.

Grand Prix au Festival de Cannes, le dernier film de Claude Lelouch aura vu encore se lever les boucliers d'une certaine critique, qui ne veut voir en Lelouch qu'un sous-produit de Godard. Parce qu'un cinéaste sait gérer un budget, parce qu'il fait un film à bas budget, qu'il produit, on veut ne voir en lui qu'un marchand. Non, Lelouch n'est pas qu'un bon gestionnaire de budget, il est un réalisateur qui a fait un film sur l'amour, qui jamais ne tombe dans le larmoyant, le facile. Son film est émouvant, discret, naïf. Un des plus beaux films qui aient été faits sur un tel sujet, pourtant vu et revu. Réalisé dans un style de documentaire, la caméra suit les personnages, les situations. On peut remarquer l'excellent travail du directeur de la photographie, Jean Collomb. Nous avions déjà parlé de ce film lors du

Festival de Cannes. L'accueil que lui a déjà fait le public parisien entérine tout le bien que nous pensions de ce film et de Claude Lelouch. (Biarritz, Impérial, Dragon, Ursulines.)

● **LES DESARROIS DE L'ÉLÈVE TOERLESS.** — Ce film de V. Schoendarff a obtenu, au dernier Festival de Cannes, le Prix de la Critique (voir T.S. n° 286 et 289). Reflétant les angoisses d'un jeune Allemand sur le fascisme, la tyrannie, etc., le film est tel, angoissant, construit de telle façon qu'on doute un instant sur les buts du réalisateur. A la vision totale du film, ce doute ne peut plus subsister; le film est beau, si beau qu'il serait impardonnable de ne pas le voir (*Medicis, Marbeuf*).

Jacques Alcor.

FESTIVAL DU MARAIS

Antoine Bourseiller

Quatre jeunes chenapans, animés d'un imperceptible frémissement de doux qui va se déchaîner, étonnent certains soirs les façades élégantes d'un Hôtel du Marais. Il s'agit de la plus brillante mise en scène d'Antoine Bourseiller sur une pièce d'un jeune auteur, Jean Audureau, *A Memphis, il y a un homme d'une force prodigieuse*. Ah! quand ce metteur en scène, qui étouffe au Théâtre de Poche, a de la place, cela se sent! Dans l'espace ouvert par l'Hôtel de Sully, ses comédiens et ses décors s'étirent enfin dans la dimension qui leur manquait. Ils ne marchent plus, ils dansent.

On comprend que la violence de ce fait divers américain, dont l'héroïne exacerbe jusqu'au crime la fureur destructrice de ses quatre enfants, ait séduit le metteur en scène du *Métro fantôme* et de *La Jungle des villes*. Sous sa poigne implacable, la lourdeur un peu naïve du texte de Audureau s'épure dans des lignes

sinueuses de ballet, donnant aux chorégraphies bavardes de notre époque des leçons de silence et de rigueur d'expression.

Ce spectacle participe également de l'opéra théâtral. Avec *Le Médium*, de Menotti, monté à l'Opéra-Comique, Bourseiller s'était déjà attaqué à ce domaine, ce qui lui avait d'ailleurs valu les foudres de la critique lyrique. Notre homme récidive donc en faisant appel à Janos Komives, dont la musique et les chants, combinés avec des éclairages appropriés, ajoutent remarquablement à l'intensité dramatique de l'ensemble. Mais il faudrait barrer la route au public retardataire qui fait crisser le gravier de la cour d'une façon exaspérante aux moments les plus émouvants. Il est vrai que, quand Bourseiller profitera enfin des moquettes du Théâtre de France ou du T.N.P., le problème ne se posera plus.

Jean Helms.

L'ALBUM STENDHAL DE LA PLEIADE EST OFFERT GRATUITEMENT
pendant 15 jours à tout acheteur de 3 volumes de La Pléiade par la **LIBRAIRIE PILOTE** 22, rue de Grenelle Paris 7^e

LA PLEIADE

L'éloge de La Pléiade n'est plus à faire : chacun reconnaît que c'est la collection la plus complète, la plus élégante, la moins encombrante et la moins coûteuse, la seule où les classiques d'aujourd'hui : Claudel, Gide, Proust, Saint-Exupéry, Camus, figurent à côté d'Homère, de Shakespeare, de Racine ou de Balzac. Moins connus, parce qu'un seul album est édité chaque année, hors commerce et à tirage limité, sont les ALBUMS DE LA PLEIADE, ravissants volumes qui ont l'aspect extérieur des volumes de La Pléiade, (même format, même reliure pleine peau souple) : chacun comporte une biographie et une iconographie complète (plusieurs centaines d'illustrations) d'un grand écrivain. Ces albums étant extrêmement recherchés par les collectionneurs, ne manquez pas cette année l'ALBUM STENDHAL dont la Librairie PILOTE s'est réservée 1000 exemplaires dont elle offrira gracieusement un exemplaire aux 1000 premières personnes qui lui commanderont dans les prochains 15 jours au moins 3 volumes quelconques de La Pléiade (les acheteurs d'au moins 5 volumes bénéficieront en outre du crédit gratuit). Hâtez-vous donc de réserver votre ALBUM STENDHAL en nous adressant d'urgence le bon ci-dessous.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle Paris 7^e. (valable pour la France métropolitaine)

Veillez m'envoyer sans engagement de ma part un catalogue de la Pléiade. Si je vous commande avant 15 jours au moins 3 volumes j'aurai droit à un ALBUM STENDHAL gratuit et pour 5 volumes, je bénéficierai en outre du crédit gratuit.

Nom..... Prof.....

Adresse.....

..... Tél.....

N° CCP ou bancaire..... Banque.....

..... Signature : T.S. 6-3

GRANDE-BRETAGNE :

Cette grève qui menace Wilson

UNE corporation qui fait parler d'elle, c'est celle des marins. En France, les équipages servant sur les lignes méditerranéennes de la Cie Transatlantique sont en grève; en Grande-Bretagne, c'est l'ensemble des marins de commerce qui ont déclenché depuis le 16 mai dernier un mouvement illimité (le premier depuis 1911). Dans le premier cas, la Corse est menacée d'asphyxie. Dans le second, c'est le ravitaillement de tout un pays qui est compromis, puisque la Grande-Bretagne effectue par mer les deux tiers de son commerce extérieur.

On sait que les revendications des marins portent sur les rémunérations, mais aussi avant tout sur les conditions de travail. Il faut voir dans ces grèves la conséquence des servitudes particulières qui pèsent sur une profession, indépendamment des changements apportés — comme dans beaucoup d'autres — par le progrès technique, lequel entraîne notamment une réduction des effectifs.

La grève des marins britanniques est un drame national, étant donné qu'elle risque de remettre en cause les efforts du gouvernement Wilson pour consolider la livre et qu'elle oppose à ce gouvernement un syndicat qui appartient également au mouvement travailliste. Cependant, à l'heure où nous écrivons, aucune solution n'est en vue, le syndicat des gens de mer ayant rejeté les propositions de la Commission de conciliation chargée par les Pouvoirs publics de trouver un compromis.

La politique des revenus en question

Ce conflit illustre bien les difficultés de la politique des revenus mise en œuvre par le gouvernement travailliste dans le cadre de sa tentative de planification de l'économie, politique qui tend à limiter à 3,5 % la hausse annuelle des salaires. Bien qu'elle ait été approuvée l'année dernière par la majorité du congrès des Trade-Unions, il était prévisible que son application se heurterait à la résistance d'un certain nombre de syndicats solidement organisés et mus avant tout par des préoccupations corporatives.

Il faillit en être ainsi, il y a quelques mois, lorsque les cheminots menacèrent de se mettre en grève. Harold Wilson parvint de justesse à convaincre les dirigeants syndicaux de renoncer à ce mouvement, bien que les revendications de leurs mandants ne soient que très partiellement satisfaites. Il en est d'ailleurs résulté une crise sérieuse dans les syndicats des chemins de fer.

Une révolte avait également secoué au début de cette année le N.U.S. (syndicat des gens de mer), qui avait élu une nouvelle direction parce qu'il était mécontent d'un accord conclu l'année précédente avec les armateurs. Cet accord avait bien porté de 658 à 830 F par mois le salaire des marins, mais dans certains cas, la durée du travail avait été portée de 44 à 56 heures par semaine. Leur rémunération demeurant inférieure à celle de leurs camarades étrangers, les marins demandèrent une nouvelle augmentation et surtout la semaine de 40 heures, les heures effectuées au-delà de cette durée devant être payées en heures supplémentaires, ce qui équivaldrait à une majoration immédiate de 17 % des salaires.

Les armateurs jugèrent ces revendications inacceptables, ainsi que le gouvernement qui refusa d'en saisir la Commission des prix et des salaires dans laquelle siègent les dirigeants du patronat et des Trade-Unions.

La situation se durcissant, les ar-

mateurs proposèrent d'abord 3 % d'augmentation, puis le payement en heures supplémentaires du repos dominical et la semaine de 40 heures par paliers, d'ici à 1968, ce qui correspondait à une augmentation de salaire de 13 % en deux ans.

Harold Wilson pressa les dirigeants du syndicat des marins d'accepter ces propositions et il les réunit le 13

inutile qui ne permettrait pas aux marins de défendre leur cause, ni de satisfaire leurs revendications ».

L'état d'urgence

Les marins ne se laissèrent pas impressionner par ces déclarations et leur énergique leader, William Ho-

mise à exécution, le gouvernement pourrait se heurter à une grève des dockers.

Au bout d'un mois de grève, le ravitaillement de la Grande-Bretagne n'est pas gravement compromis, bien que l'interruption des importations commence à affecter les agrumes, le jambon et le bacon.

Au vingt-cinquième jour de grève, on estimait que 800 navires sur 2.500 étaient immobilisés et que le nombre des grévistes atteignait 22.500 marins sur les 65.000 affiliés au syndicat, les autres étant toujours en mer et ne pouvant suspendre le travail avant leur rentrée au port, sous peine d'être accusés de mutinerie.

Les marins isolés ?

Les propositions de la Commission de conciliation nommée par le gouvernement revenaient à augmenter les salaires des marins de 9,5 % en deux ans, au lieu de l'augmentation immédiate de 17 % découlant des revendications initiales et de la majoration de 13 % en deux ans offerte antérieurement par les armateurs. En outre, la Commission prévoyait un congé annuel de 36 à 39 jours et l'adoption de la semaine de 40 heures pour 1967. Cependant, Harold Wilson et les dirigeants des Trade-Unions n'ont pu convaincre le Syndicat des gens de mer d'accepter ces recommandations.

Certaines failles étant apparues dans les rangs des grévistes, qui n'étaient pas unanimes, les dirigeants du T.U.C. s'efforcèrent de persuader les quarante-huit membres du Comité exécutif du Syndicat de reprendre les négociations avec les armateurs, ce qu'ils refusèrent le 9 juin, après de vives discussions.

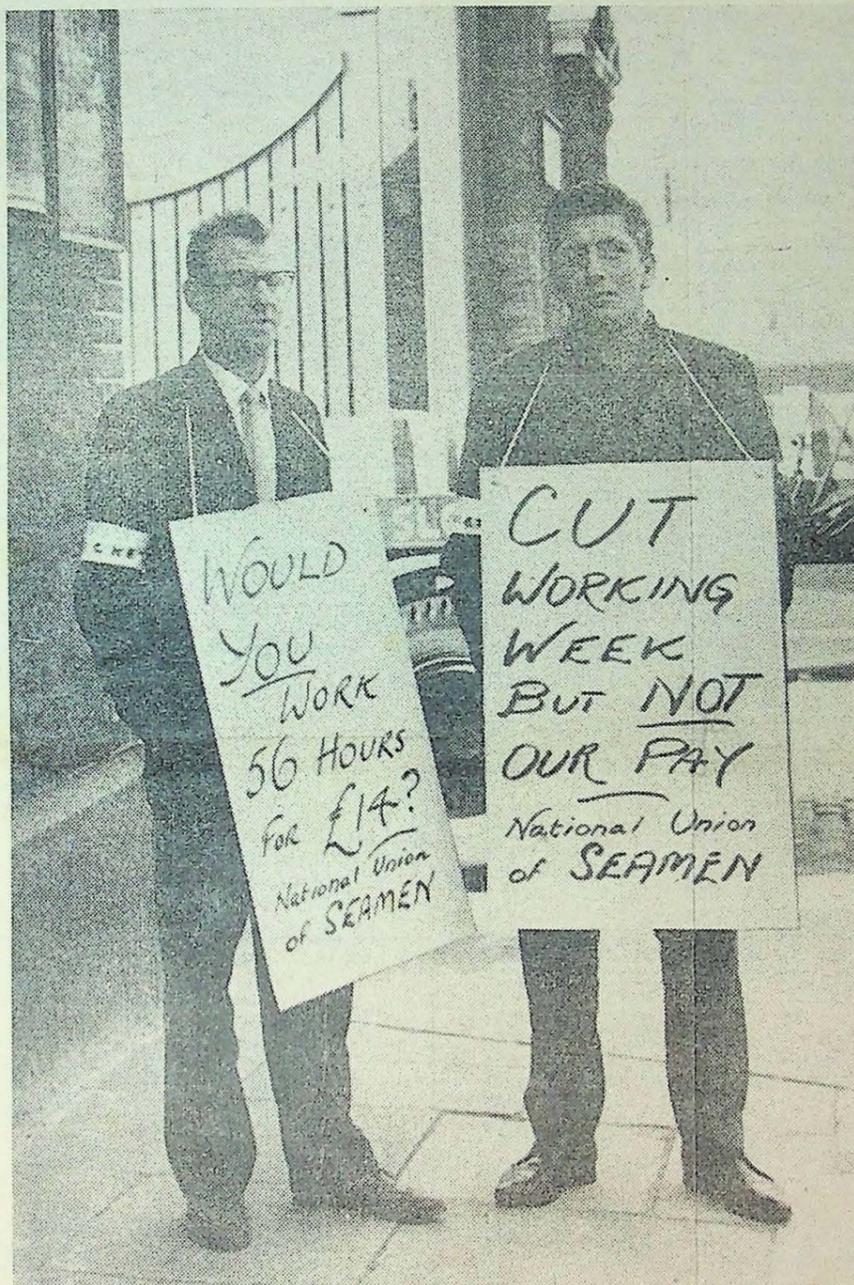
De leur côté, les Trade-Unions refusent aux marins l'aide qu'ils sollicitent pour poursuivre la grève; ils interviendront auprès de la Fédération internationale des gens de mer pour qu'elle s'abstienne de boycotter les navires britanniques, comme le lui demandent Hogarth et ses camarades. Cependant, ceux-ci assurent qu'ils peuvent tenir au moins huit semaines sans aucune aide.

Les marins ont donc contre eux l'état-major du mouvement travailliste politique et syndical. Ils ont également contre eux la presse. Le grand organe travailliste « Daily Mirror » les attaquait en ces termes dès le 16 mai : « La grève des gens de mer est un coup de poignard dans le dos pour l'économie britannique; il serait impossible de fomenter un complot ou d'envisager une forme de sabotage capables d'asséner au peuple britannique, en 1966, un coup plus dangereux que ce mouvement irréfléchi. » Quant aux journaux conservateurs et libéraux, peu mécontents de ce conflit entre le gouvernement travailliste et une partie de ses soutiens naturels, ils redoublent d'agressivité contre les naufrageurs de la livre qui ont refusé d'accepter les conclusions de la Commission d'arbitrage.

Il est probable toutefois que les grévistes jouissent de certaines sympathies dans le groupe parlementaire travailliste, qui compte une centaine de syndicalistes. Ils ont d'ailleurs organisé un meeting à Trafalgar Square, avec la participation du député Michaël Foot.

Même s'ils sont relativement isolés et s'ils ont contre eux une partie de l'opinion publique, les marins exercent sur le gouvernement une pression formidable : la grève provoque une hausse des prix des produits alimentaires, une chute des exportations, une hémorragie de dollars pour soutenir la livre en difficulté. A l'heure actuelle, il est difficile de prévoir quelle sera l'issue de cette épreuve de force.

Maurice Combes.



(Photo Agip.)

Les revendications sans frontières : « Ecourter la journée de travail sans réduction de salaire. »

mai, au 10 Downing Street, dans la résidence officielle du Premier ministre, pour tenter de les convaincre de renoncer à la grève. Moins heureux qu'avec les cheminots, il n'y réussit pas. C'est ainsi que dans la nuit du 15 au 16 mai, la flotte de commerce la plus puissante du monde — 2.500 navires — commençait à être paralysée, tandis que les ménagères se ruèrent dans les magasins pour faire des stocks, comme chez nous au temps de Suez.

S'il eut quelques paroles sévères pour les armateurs, s'il menaça les spéculateurs, Harold Wilson s'en prit surtout aux gens de mer, affirmant que leur grève était « dirigée contre l'Etat, contre la communauté britannique », que « toute la politique des prix et des revenus » pouvait être compromise par « une grève

garth, assura le 23 mai au ministre du Travail, Ray Gunther, « qu'aucun compromis n'était possible, à moins que les maisons de commerce britanniques n'accroissent immédiatement la semaine de 40 heures ».

Le Premier ministre répliqua en faisant proclamer par la reine « l'Emergency Powers Act », autrement dit l'état d'urgence, qui n'a été appliqué que deux fois : en 1926, lors de la grève générale, en 1955, à l'occasion de la grève des chemins de fer. L'état d'urgence permet au gouvernement de bloquer les prix, de rationner les produits alimentaires, et surtout de faire tirer au large, par la Royal Navy, les navires britanniques immobilisés dans les ports, où des cargos étrangers pourraient venir décharger des marchandises.

Toutefois, si cette menace était